

PROJET DE LOI C-296

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Montmorency—Orléans

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 24, 1990.*

PROJET DE LOI C-298

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale d'Elgin

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 25, 1990.*

PROJET DE LOI C-305

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Gloucester

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 30, 1990.*

PROJET DE LOI C-307

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Langeller

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 31, 1990.*

PROJET DE LOI C-308

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Selkirk

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 26, 1990.*

PROJET DE LOI C-309

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Surrey—White Rock

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 27, 1990.*

PROJET DE LOI C-310

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Laval

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 28, 1990.*

PROJET DE LOI C-311

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Laval—des—Rapides

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 29, 1990.*

PROJET DE LOI C-312

Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Duvernay

Première lecture, 12 juin 1990. Deuxième lecture et renvoi au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles, 13 juin. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 14 juin. Sanction royale, 19 juin. *Chapitre 32, 1990.*

PROJETS DE LOI DU GOUVERNEMENT

(SÉNAT)

PROJET DE LOI S-2

Loi de mise en oeuvre d'une convention conclue entre le Canada et le Grand-Duché de Luxembourg, d'une convention conclue entre le Canada et la République Populaire de Pologne et d'un accord conclu entre le Canada et la Papouasie—Nouvelle—Guinée, en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu

Première et deuxième lectures et renvoi au Comité des affaires étrangères, 19 avril 1989. Rapport du Comité (sans amendement) et troisième lecture, 2 mai. Adoption par les Communes, 6 octobre. Sanction royale, 7 novembre. *Chapitre 20, 1989.*

PROJETS DE LOI PUBLICS DES SÉNATEURS

PROJET DE LOI S-3

Loi modifiant la Loi sur les allocations aux anciens combattants (égalité des hommes et femmes) (Le sénateur Marshall)

Première lecture, 15 mai 1989. Projet de loi jugé irrecevable et retiré, 13 juin.

PROJET DE LOI S-4

Loi modifiant la Loi sur les allocations aux anciens combattants (résidence au Canada) (Le sénateur Marshall)

Première lecture, 15 mai 1989. Projet de loi jugé irrecevable et retiré, 13 juin.